

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SILOS ARTERRIS - LOUDES

ARTERRIS
Loudes
11400 Castelnaudary

Références : 2026-081
Code AIOT : 0006600079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement SILOS ARTERRIS - LOUDES implanté Loudes Cedex 11400 Castelnaudary. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan d'action de l'inspection des ICPE.

Les thématiques ciblées portent sur l'évolution des modalités de suivi des stocks au moyen de nouveaux outils développés au sein de la structure ARTERRIS, la stratégie incendie ainsi que sur l'ATEX.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILOS ARTERRIS - LOUDES
- Loudes Cedex 11400 Castelnaudary
- Code AIOT : 0006600079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe Coopératif ARTERRIS exploite sur le site de Loudes à Castelnaudary, un complexe céréalier comprenant une diversité d'activités dont :

- Stockage de céréales
- Fabrication et stockage de semences
- Séchoirs à céréales
- Séchoirs à semences
- Fabrication d'aliment pour bétail
- Stockage d'engrais, dont des ammonitrates
- Stockage de produits de traitement

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant attire l'attention de l'inspection sur le climat social actuel au sein du groupe ARTERRIS : cette situation est provoquée par des difficultés financières au niveau du Groupe et la mise en sommeil de plusieurs sites liés à l'activité de production de semences, dont le site d'Alzonne pour l'Aude (ce qui occasionne des mutations "forcées" d'agents entre site).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 1.2	
2	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I	Sans objet
5	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 II	Sans objet
8	Entrepôt OPUS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a tenu ses engagements sur le développement d'un nouveau outil de gestion des stocks de ses produits : le développement final demande cependant encore quelques mois de mise au point.

Une cohérence zonage "ATEX" et marquage site est à compléter pour intégrer les zones de charge des chariots élévateurs.

Les plans des réseaux nécessitent d'être complétés notamment concernant la désignation des équipements : séparateur débourbeur, vanne d'isolement ...

La zone OPUS est propre et ordonnée au jour de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entrepôt OPUS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les informations relatives à l'ensemble des informations nécessaires concernant la situation administrative de la zone de stockage "entrepôt - rubrique 1510" - OPUS - sont disponibles.

L'exploitant dispose d'un rapport assureur réalisé par GROUPAMA en date du 01/06/2021 et remis le 01/07/2021. Ce rapport met en évidence le besoin de renforcer la sécurisation des trois TGBT extérieurs dans le but de préserver la partie production (fiabilité du process "productivité /perte de production"). Pas de constat relevé au niveau de la sécurité des trois TGBT.

Avec l'aval des assureurs du site, la sécurité sera renforcée par la mise en place de détecteurs dans chacun des trois TGBT identifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entrepôt OPUS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Documents présentés par l'exploitant :

- tableur "Suivi stock ICPE"
- produit "KORIT 420 FS"
- produit "INFLUX Tournesol"
- produit "FARMUMBA"
- produit "Palettes de bois"

L'exploitant a développé sa nouvelle application sur la partie produits fini. Reste à étendre le développement sur le reste de l'activité :

- basculement sur "M3" du stock intermédiaire courant juin - septembre

Dans l'attente d'un basculement total des stocks, l'ancienne application GUS a été modifiée pour un meilleur suivi des stocks des produits phytosanitaires : préparation et stockage.

Une vérification de l'adéquation des quantités enregistrées avec le stock réellement présent sur site a été réalisée sur quelques produits : les quantités enregistrées sont raccord avec le stock réellement présent sur site, les quantités et localisations des zones concernées sont conformes.

L'inspection prend en compte l'action en cours de déploiement concernant le basculement du suivi des stocks vers la nouvelle application "M3" d'ici septembre 2026 et considère ce point conforme, les dispositions actuelles ayant démontrée leur efficacité de traçabilité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entrepôt OPUS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I 1

Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. 13/28 Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations class

Constats :

L'exploitant a présenté une terminologie de vulgarisation des produits stockés sous le terme de produits "combustibles".

Sans rentrer dans une définition technique pointue, l'inspection fait remarquer l'utilité d'apporter un complément d'information afin de distinguer les grandes catégories de produits entre ceux qui sont toxiques, nocifs, les palettes,... par rapport à une version projet présentée lors de la précédente visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à apporter un complément d'information dans la dénomination et la vulgarisation des produits susceptibles d'être impliqués dans un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entrepôt OPUS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I 2
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Voir constat précédant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir constat précédant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entrepôt OPUS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 II
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Un état des stocks à jour a été présenté le jour de la visite. Les FDS sont disponibles en version informatique et papier.

<p>Par sondage, une vérification a été réalisée sur quelques produits afin de constater l'adéquation des quantités enregistrées avec le stock réellement présent sur site : les quantités et localisation des zones concernées sont conformes.</p> <p>Les dispositions actuelles de traçabilité mises en place par l'exploitant semblent donc efficaces.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Entrepôt OPUS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu – ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception</p>
<p>Constats :</p> <p>Par cohérence, l'exploitant est invité à prendre en compte les éléments développés par le bureau VERITAS dans son document relatif à la protection contre les explosions en date du 03/05/2016. Ce document attire notamment l'attention sur des zones à risque d'explosion qu'il convient de prendre en compte, dont la zone de charge des batteries des chariots élévateurs.</p> <p>Un bilan des zones à risques (manipulation des produits, charge des batteries ...) à retenir est confirmé pour permettre, le cas échéant, de compléter l'identification de ces zones.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un bilan des zones à risques (manipulation des produits, charge des batteries ...) à retenir est confirmé pour permettre, le cas échéant, de compléter l'identification de ces zones.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Entrepôt OPUS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux de collecte des eaux d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. (...)Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Un plan des réseaux est disponible. Ce plan ne permet pas de distinguer aisément l'identification des équipements particuliers tel que séparateur d'hydrocarbure, vanne d'isolement ...

Le report sur un registre de la bonne vérification de la fermeture de la vanne d'isolement du réseau de collecte des eaux n'est pas effectif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité :

- à faire apparaître sur les réseaux de collecte des eaux les équipements qui l'équipent, tel que : séparateur hydrocarbures, vanne d'isolement ...

- à mettre en place une traçabilité de la bonne vérification périodique de la vanne d'isolement du réseau de collecte des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Entrepôt OPUS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux 20/28 produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Les actions mises en place par l'exploitant n'appelle pas d'observations particulières.

Type de suites proposées : Sans suite